

FLN

Une nouvelle direction cette semaine

La crise du Front de libération nationale a pris une nouvelle tournure depuis hier lundi avec la proclamation officielle par la majorité des membres du comité central de leur retrait de confiance au secrétaire général. Certes pas encore destitué, Abdelaziz Belkhadem sort politiquement fortement affaibli de cette première manche ponctuée par l'imposante réunion de ses contestataires au siège du parti à Hydra.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La veille dimanche, pourtant, Belkhadem, qui réunissait les membres du bureau politique qui lui sont restés fidèles, avait donné instruction ferme de fermer le siège national du parti où les contestataires se sont donné rendez-vous.

Or, quelques-uns parmi ces derniers ont pris leurs dispositions : ils ont tout simplement passé la nuit à l'intérieur de «l'appareil» ! Ce sont eux qui ouvrirent les portes le lundi matin et la rencontre a bel et bien eu lieu à la cour du siège, exactement comme avait lieu, en été 2003, le fameux congrès qui consacrait Ali Benflis comme candidat officiel du FLN pour la présidentielle de 2004. Contre Bouteflika et le chef des «redresseurs»... Abdelaziz Belkhadem ! L'histoire se répète et cette fois, les contestataires se recrutent parmi tous les courants de l'ex-parti unique.

Hier lundi, il y avait à la cour du siège les partisans de Ali Benflis, de Hamrouche, de Benhamouda, de Yahiaoui, de Mehri, Messadia, «le Mouvement des jeunes du FLN» ainsi que le «Mouvement de

redressement». L'arrivée de la délégation de cette dernière tendance, conduite par Mohamed Seghir Kara, Abderrachid Boukerzaza, Abdelkrim Abada, Boukhalfa, Gaci et bien d'autres dirigeants sera d'ailleurs accueillie par une remarquable ovation.

Parmi les présents aussi, l'on comptait beaucoup de mécontents mais aussi de nombreux ténors de l'ex-parti unique comme Ali Mimouni, Abdellah Hadj, Mustapha Mazouzi, Lakhdar Dorbani, Abdelkader Zeidouk, Abbès Mekhalif, Belkacem Menfoukh, Mohamed Bouazzara, Ali M'rabet, Djamel Benhamouda.

Si certains membres signataires de la pétition contre Belkhadem — ils sont 220 — habitant en dehors d'Alger n'ont pu faire le déplacement, d'autres n'ont pas voulu se «mouiller» pour le moment parce qu'occupant de hautes fonctions étatiques. Deux membres du bureau politique actuel, à savoir Abdelhamid Si Affif et Layachi Daadoua, comptaient également parmi les présents.

Comme convenu, une déclaration est rendue publique à l'oc-



Rencontre des contestataires dans la cour du siège du parti.

casion. Elle est lue par l'ancien secrétaire général de l'UNJA, Mohamed Bourzam, dans laquelle les contestataires interpellent officiellement Belkhadem. «Nous déclarons, à voix haute, notre retrait de confiance à l'actuel secrétaire général ainsi qu'à son bureau politique.»

Aussi, et à l'adresse toujours de Belkhadem : «Nous demandons qu'il convoque une session extraordinaire du comité central et dans les plus brefs délais.» Faute de quoi, «nous procéderons à l'installation d'une nouvelle direction dès notre prochaine rencontre.»

Les initiateurs, parmi lesquels l'ancien ministre Boudjemaâ

Haïchour, le président de l'UNEA, Brahim Boulgène, l'ancien mouhafedh d'Alger Boumehti, ont, en fait, convenu de se réunir, hier en début de soirée, pour arrêter une date pour ladite rencontre. Il est prévu ainsi que les contestataires donnent un ultimatum à Belkhadem. «S'il ne convoque pas le comité central d'ici jeudi, nous le ferons nous-mêmes et nous annoncerons une nouvelle direction.» Ce qui compliquera davantage la situation.

Belkhadem imperturbable !

Rien, absolument, n'autorise ne serait-ce qu'une éventualité de voir Belkhadem accéder aux

doléances de ses contestataires. Hier, pendant que cette «rencontre-rassemblement», ornée de slogans et de banderoles à la mode «dégage» en vogue, Abdelaziz Belkhadem vaquait le plus normalement du monde à son travail dans son bureau du deuxième étage. Il avait, entre autres, reçu l'ancien président de l'APN, Amar Saïdani.

De même que le responsable de la communication et porte-parole du parti, Kassa Aïssi, qui, lui, s'affairait avec son équipe à préparer les affiches de la campagne électorale qui seront envoyées aux wilayas : «Pour nous, la priorité est de préparer la prochaine campagne qui s'ouvrira bientôt», nous dira-t-il sereinement.

«Notre réaction à cela ? Nous avons rendu public un communiqué dimanche où nous avons précisé que seul le secrétaire général est habilité à convoquer le comité central.

Et puis, vous les avez vus : ils étaient combien ? A peine une soixantaine de personnes.» C'est dire en tout cas qu'aucune des deux parties n'est prête à céder. Pour le moment.

Ceci au moment où les «redresseurs» qui ont déclenché les hostilités contre Belkhadem depuis octobre 2010 prévoient, eux, de réunir, jeudi prochain dans leur siège national de Draria, leurs coordinateurs de wilaya et leurs candidats têtes de liste.

K. A.

SOFIANE DJILALI AU SUJET

DE LA CNSEL :

«Son travail doit être militant et non commercial»



Photo : Samir Sid

Le président de Jil El Djadid ne soutient pas les revendications de la Commission de surveillance des élections législatives. Sofiane Djilali estime que le travail de ladite commission devrait être militant et non pas commercial. Il considère que les attentes de certains membres sont dues aux mauvaises habitudes que le pouvoir a données aux représentants des partis qui, habitués à recevoir de l'argent, ne comprennent pas aujourd'hui pourquoi le paiement s'est arrêté. «Pour certains, c'est devenu un réflexe de Pavlov et ils veulent toujours les mêmes avantages», expliquait hier le président de Jil El Djadid, qui animait une conférence de presse. Revenant sur les choix de son parti en perspective des législatives, il a expliqué que 40 listes étaient en compétition avec un taux de femmes de 45% et aucune figure ayant déjà appartenu à d'autres partis ou ayant déjà effectué un mandat de député.

Le «recyclage» ne fait pas partie des mœurs du parti», explique-t-il, car misant sur une nouvelle génération qui rompt avec le nihilisme. Sans se faire d'illusions ni sur le taux de participation au vote ni sur le nombre de sièges que le parti est en mesure de rafler.

Au-delà des résultats, c'est la promotion des idées du parti qui profitera de la campagne électorale pour opérer un ancrage et se faire connaître. Il compte pour cela sur les méthodes traditionnelles mais également sur les réseaux sociaux.

N. I.

RÉUNION DE L'ÉTAT-MAJOR DE LA CENTRALE SYNDICALE

120 cadres syndicaux de l'UGTA candidats à la députation

Cent vingt cadres syndicaux de l'UGTA sont candidats à la députation du 10 mai prochain, a indiqué hier le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd lors de son intervention devant les secrétaires généraux des fédérations et des unions de wilaya, au cours de la réunion qui s'est tenue à l'hôtel Essafir, à Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La réunion à laquelle ont pris part les secrétaires généraux des fédérations et des unions de wilaya avait pour principal ordre du jour de mettre en évidence «l'importance du rôle de l'UGTA dans le paysage social national», mais aussi la place «qu'elle occupe sur la scène politique nationale».

Sidi Saïd a révélé à l'assistance que son organisation a été sollicitée par une vingtaine de partis politiques pour «soutenir leurs listes électorales» ou encore «leur proposer des candidats à l'élection du 10 mai prochain».

Et le rendez-vous électoral du 10 mai est qualifié par Sidi Saïd «d'important et constitue une étape



Photo : Samir Sid

Abdelmadjid Sidi Saïd.

essentielle dans le processus de la consolidation démocratique dans notre pays».

Dans son discours de plus d'une heure, le secrétaire général de l'UGTA a rappelé les acquis arrachés par son organisation, tout en soulignant «le soutien que lui a apporté le premier magistrat du pays». Pour Sidi Saïd, «l'UGTA est devenue aujourd'hui une institution

syndicale et ses acquis ont été arrachés sans tambour ni trompette». «Nous sommes une organisation qui pèse dans le pays, comme nous devons un grand respect au président de la République qui a toujours donné une suite favorable aux attentes des travailleurs. Le président de la République n'a jamais tranché négativement pour l'UGTA», a-t-il souligné.

Sidi-Saïd a également indiqué que l'UGTA organisera les festivités du 1^{er} Mai prochain dans la wilaya de Tamanrasset et que le «choix du lieu obéit à des considérations que vous connaissez tous».

Le patron de la Centrale syndicale a fait savoir que lors de cette «festivité syndicale», un appel sera lancé par l'UGTA à l'adresse du monde du travail «pour une mobilisation à répondre en force au scrutin du 10 mai prochain».

Notons qu'un grand nombre de cadres syndicaux de l'UGTA, candidats aux législatives prochaines, sont têtes de liste au sein du Parti des travailleurs (PT), ou encore, se trouvent au peloton de tête, sur les listes des partis FLN et RND.

A. B.